



HAL
open science

La guerre des cotons en questions

Michel Fok

► **To cite this version:**

| Michel Fok. La guerre des cotons en questions. La Recherche, 2007, 406, pp.20-21. halshs-00144877

HAL Id: halshs-00144877

<https://shs.hal.science/halshs-00144877>

Submitted on 6 May 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La guerre des cotons en questions

Quand la recherche s'intéresse aux effets d'une suppression des subventions aux producteurs cotonniers et de l'extension des cotons génétiquement modifiés.

Michel Fok est économiste au Cirad
michel.fok@cirad.fr

(à paraître dans La Recherche, 2007. Numéro 406 suppl. pp. 20-21)

L'utilisation de l'expression "Guerre des cotons" est tout à fait adaptée, tant les tensions sont fortes dans ce secteur. Elle fait référence à l'attaque portée à l'OMC (Organisation mondiale du commerce) par le Brésil contre les subventions américaines, et à l'intervention de quatre pays africains contre les aides des Etats-Unis, de l'Union Européenne et de la Chine. Ces deux initiatives sont fondées sur l'idée que la suppression des subventions débarrasserait le marché d'une distorsion inique et ferait augmenter le prix du coton au bénéfice des producteurs du Sud. La confrontation, opposant des pays de niveaux économiques très différents, a mis en évidence le grand écart de productivité de leurs agricultures et en particulier de leurs filières cotonnières. Certains ont donc conclu à la nécessité pour les pays africains d'améliorer leur productivité, en promouvant des techniques de culture plus intensives, incluant le recours aux semences de cotonniers génétiquement modifiés (CGM), dans le sillage de plusieurs grands pays producteurs (Etats-Unis, Australie, Chine, Inde) et en dépit de la controverse sur la pertinence de ces techniques. L'analyse des dysfonctionnements du marché comme les conseils prodigués pour l'amélioration de la productivité des filières méritent d'être passés au crible, car leurs simplicités apparentes cachent des réalités plus complexes.

Distorsions de concurrence

Si l'élimination des subventions semble bien légitime, on peut cependant douter qu'elle puisse, à elle seule, assurer la survie des filières cotonnières des Etats africains. Les estimations, réalisées depuis 2001 sur les impacts de cette élimination, indiquent une augmentation du prix mondial allant de 2 à 72%. Un tel écart laisse perplexe. La FAO (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation) a souligné les nombreuses imperfections de ces estimations et la difficulté de les surmonter. Elles doivent donc être prises avec précaution, afin d'éviter une extrapolation des effets, calculés à partir d'une période passée, à ceux qu'il serait possible d'obtenir dans le futur, tout en passant sous silence la résorption de l'augmentation du prix dans le temps. L'observation de l'évolution du prix mondial montre qu'elle n'obéit pas seulement à l'incidence des subventions de quelques pays. Au cours des quinze dernières années, la production mondiale a augmenté de 42 %, passant de 17,4 millions de tonnes à 24,8 millions de tonnes, alors que les échanges sont passés de 6,1 millions de tonnes à 9,6

millions de tonnes, soit une augmentation de plus de 50 %. Face à un tel accroissement de la demande, paradoxalement, le prix mondial continue à décliner, se situant entre 55-58 cents la livre, largement au-dessous du prix tendanciel de long terme de 72 cents. Cette situation révèle la capacité de l'offre à suivre une demande croissante, qui ne procède pas seulement des pays qui subventionnent leur production cotonnière. Il faut compter plus particulièrement sur la possibilité de réaction des pays à production intensive et à grande disponibilité en terre, qui devraient être les principaux gagnants du processus d'élimination des subventions. Le cas du Brésil est particulièrement éclairant. La forte augmentation de sa production lui a permis de passer d'une position d'importateur à celle d'exportateur, avec 1,5 millions d'hectares cultivés aujourd'hui contre 3,7 millions en 1985. On perçoit ainsi la grande marge de progression de production de ce pays. Avec un modèle de production caractérisé par de grandes exploitations, une forte intensification et productivité, il devrait être le grand bénéficiaire d'une éventuelle augmentation du prix mondial

La question du gain de productivité

Autre question que peut éclairer la recherche, celle du coton génétiquement modifié et la problématique globale de gain de productivité. Les variétés offrant une meilleure résistance aux herbicides sont les plus utilisées, mais les pays cotonniers de l'Afrique francophone sont aujourd'hui courtisés pour adopter les variétés insérant un gène Bt (coton-Bt) afin de mieux résister aux attaques de ravageurs.

Dix ans de résultats n'ont pas réellement apaisé la controverse, particulièrement vive en Inde, sur la pertinence du coton-Bt pour les pays en développement ; chaque camp pouvant trouver dans la diversité des résultats, matière à se conforter dans son opinion initiale. De fait, les résultats techniques et économiques de l'utilisation de ce coton varient selon les pays, l'intensification de la culture, la pression parasitaire et les conditions économiques d'utilisation. Ce coton peut contribuer à augmenter la productivité et la rentabilité de la culture cotonnière dans les pays en culture pluviale, comme c'est le cas des pays africains. Pour autant, l'expression de ce potentiel dans la durée dépend du niveau d'intensification de la culture, des conditions économiques d'utilisation, de l'adaptation de la distribution des semences – pour permettre aux paysans de ne pas utiliser les OGM lorsque les conditions climatiques, sociales et économiques sont défavorables –, et de l'insertion des OGM dans un programme de lutte raisonnée contre les ravageurs.

La responsabilité des chercheurs en économie doit les conduire à se montrer critiques sur les hypothèses sous-jacentes aux résultats obtenus. L'augmentation du prix mondial qui découlerait de la suppression des subventions et la répartition de son effet bénéfique entre les pays, occultent la diversité des modes de production et reposent sur l'absence de spécificité de la réaction des paysans au signal prix. Ces hypothèses sont contestables et contestées par certains faits analysés ici. Quant aux biotechnologies, dont les apports potentiels pour gagner en productivité ont été salués comme source d'une nouvelle

révolution, dite “révolution du gène” en référence à la “révolution verte”, on constate qu’il s’agit plutôt d’une étape plus poussée de l’intensification, bénéficiant surtout aux pays ayant pu enclencher la révolution verte. Le changement radical des politiques macroéconomiques en Afrique dans les années 1980 a stoppé le processus de révolution verte engagé alors dans les pays cotonniers francophones. Ce changement a transféré le coût total de l’augmentation de la productivité aux paysans dont on connaît pourtant la pauvreté. Il en est résulté une régression de la productivité.

Les promesses des biotechnologies resteront vaines tant que ne sera pas résolue la question centrale du partage du coût du gain de productivité entre les acteurs impliqués, y compris l’Etat. Un tel partage est justifié si l’on admet le caractère de bien commun du progrès de productivité avec des effets favorables à tous les acteurs. Les gouvernements des pays qui ont fortement augmenté leur production ou atteint les niveaux de productivité les plus remarquables l’ont compris, soit en prenant en charge les infrastructures (irrigation en Australie), soit en réduisant les dépenses monétaires d’intensification en intrants (Chine, Turquie) ou encore en soutenant une recherche très dynamique (Chine, Brésil, Australie). Cela peut procéder aussi du simple exercice du pouvoir de régulation : récemment, le gouvernement indien a réussi à faire accepter par les firmes de distribution une réduction de plus de 50 % du prix des semences de coton génétiquement modifié. **M. F.**